

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 04 avril 2025**  
(Convocation du 21 mars 2025)

Aujourd'hui, le 04 avril 2025 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Barbara Hendricks au centre d'animation d'Aire-sur-l'Adour, sous la présidence de Mme Céline Salles, Vice-Présidente

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	54
• Voix	323
<b>Présents</b>	
• Nombre	28
• Voix	188
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	5
• Voix	44
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b>	
• Nombre	33
• Voix	232
<b>Contre</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
<b>Abstention</b>	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel, M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Jean-Yves Arrestat, M. Francis Betbeder, M. Bernard Bonnemason, M. Didier Gaugeacq, M. Pierre Lajus, M. Jean-Marc Lescoute, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : M. Pierre Brau-Nogué, M. Julien Dubois, M. Bernard Poublan
- Pour les communautés de communes membres : M. Patrick Maunas, M. Laurent Nolibois

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Fabienne Costedoat-Diu, M. Thierry Carrère, M. René Castets, M. Francis Dupouey, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna, M. Philippe Baron, M. Philippe Brethes, M. Philippe Castets, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Philippe Labache, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Marc Mabillet, M. Christophe Pugnetti,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Christian Ducos, M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



**OBJET : Programme d'actions - Ressource en eau - Programme d'actions 2025 - Nouvelle action - Etude volumes prélevables du bassin de l'Adour - Fiche n° 48**

**Exposé des motifs :**

La gestion structurelle de l'eau se base sur des volumes prélevables répartis entre les différents usages des périmètres élémentaires de la zone de répartition des eaux de notre bassin. Ces volumes prélevables correspondent à ce que le milieu et les ouvrages de soutien d'étiage peuvent fournir comme ressource tout en respectant les besoins essentiels des usages prioritaires et des milieux traduits par des débits objectifs d'étiage. Les volumes prélevables en vigueur actuellement sont issus d'une précédente étude réalisée en 2009 par la CACG pour le compte de l'État. Ce travail mérite d'être actualisé afin de prendre en compte l'évolution des usages, des connaissances disponibles ainsi que des effets naissant du changement climatique.

Dans son courrier du 9 septembre 2024, le Préfet coordinateur du bassin Adour-Garonne sollicite l'EPTB Adour pour assurer le portage de cette étude qui sera réalisée en étroite collaboration avec les services de l'Etat du territoire et de l'Agence de l'eau. Ce travail devant déboucher sur des volumes règlementaires de référence, l'EPTB a ici le rôle de délégataire, comme cela est prévu par l'article R.213-14 du code de l'environnement, et le financement de l'étude sera intégralement pris en charge par l'Agence de l'eau.

Cette étude concerne les 14 périmètres élémentaires de la zone de répartition des eaux du bassin de l'Adour et devra aboutir à des volumes prélevables actualisés au plus tard à la fin de l'année 2027 de manière à ce que l'autorisation unique de prélèvement qui sera à déposer par l'OUGC puisse reprendre ces nouvelles valeurs de référence.

Par ailleurs, ce travail est également l'occasion de questionner certaines valeurs règlementaires de référence en vigueur actuellement sur le bassin de l'Adour. En effet, certains débits objectifs d'étiage découlent des débits minimums admissibles définis dans les années 1990 avec une méthode et une approche qui ne sont plus d'actualité (notamment la prise en compte des volumes de soutien d'étiage futurs non réalisés). L'étude à réaliser permettra donc de réviser les débits objectifs d'étiage qui nécessitent de l'être.

Vu l'article R.213-14 du code de l'environnement,  
Vu le décret n°2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau,  
Vu le courrier du Préfet coordinateur du bassin Adour-Garonne en date du 9 septembre 2024,  
Considérant l'implication de l'EPTB dans la gestion quantitative de l'eau, et de son expérience passée dans le portage d'études sur ces thématiques,

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- d'approuver l'ajout au programme d'actions 2025, de cette action détaillée dans la fiche programme n° 48 ci annexée,
- d'arrêter à 450 000 € TTC le montant prévisionnel de cette opération sur la période 2025-2027,
- d'approuver le plan de financement prévisionnel présenté dans la fiche programme n° 48 ci annexée,
- d'autoriser le président à mobiliser les financements correspondants,



- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

## Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 04 avril 2025 à Aire-sur-l'Adour,

Le Président,  
Paul CARRÈRE



# INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin

Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2025

## FICHE DE PROPOSITION n° 48

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétence obligatoire	Comité syndical

### Type d'opération :

Ressource en eau

### Intitulé de l'opération :

Détermination des volumes prélevables de la zone de répartition des eaux du bassin de l'Adour

### Zone d'influence :

Zone de répartition des eaux du bassin de l'Adour

### Description de l'opération :

#### *Origine*

L'Adour a connu un important développement des usages de l'eau, notamment en agriculture, à partir des années 1980. Cette augmentation de la pression sur la ressource disponible s'est accompagnée d'une stratégie territoriale visant à développer des ouvrages permettant le soutien d'étiage. Ces infrastructures compensent, en tout ou en partie, les prélèvements effectués en aval afin de préserver la satisfaction des besoins des autres usages ainsi que la préservation des milieux aquatiques.

Cependant, une partie du bassin versant de l'Adour est classée depuis 1994 en zone de répartition des eaux (ZRE). Une ZRE désigne une zone incluant des bassins, sous-bassins, systèmes aquifères ou fractions de ceux-ci, caractérisée par une insuffisance, non exceptionnelle, des ressources par rapport aux besoins. Le bassin amont de l'Adour, en amont de la confluence avec les Gaves, est concerné par cette classification, qui couvre plus de 9 380 km<sup>2</sup> du territoire.

Pour atteindre le bon état des masses d'eau requis par la directive cadre sur l'eau, la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 stipule que les bassins versants situés en ZRE, ou considérés comme en déséquilibre quantitatif, doivent faire l'objet de mesures visant à gérer les prélèvements qui pèsent sur la ressource naturelle, en particulier pendant les périodes d'étiage.

Les deux axes principaux proposés pour réduire ces déséquilibres sont :

1. la création d'organismes uniques de gestion des prélèvements d'irrigation.
2. la détermination de volumes maximaux prélevables dans les ressources en eau, afin de respecter, en moyenne, 8 années sur 10, les objectifs de débit définis pour les territoires concernés.

En 2009, l'agence de l'eau Adour-Garonne a piloté la première étude de détermination des volumes prélevables, dont les résultats servent encore de référence à ce jour.

En 15 ans, les usages de l'eau ont évolué, et les connaissances sur les prélèvements ainsi que sur les ressources disponibles se sont considérablement affinées. Une part importante des prélèvements s'appuie désormais sur des nappes alluviales dans certains secteurs. Or, la prise en compte de ces prélèvements dans l'étude de 2009 présente des lacunes au regard des connaissances actuelles sur



les aquifères concernés. Ce constat justifie à lui seul la nécessité d'actualiser l'analyse de détermination des volumes prélevables.

En septembre 2024, le préfet coordinateur de bassin Adour-Garonne a sollicité l'EPTB Adour afin qu'il porte cette étude en lien étroit avec les services de l'Etat.

**Buts et contenu :**

Les objectifs de cette étude sont les suivants :

- Évaluer la quantité d'eau disponible dans le bassin hydrographique de manière saisonnière et annuelle, tout en tenant compte des fluctuations interannuelles.  
*Cette partie devra également servir à requestionner les valeurs de débits objectifs d'étiage actuellement en vigueur et pourra déboucher, le cas échéant, sur la redéfinition de ces dernières (tranche optionnelle).*
- Analyser les besoins en eau des différents secteurs (agriculture, industrie, usage domestique, loisirs) et proposer des stratégies pour la répartition des volumes prélevables en prenant en compte la dynamique de prélèvement des usages au cours de la saison d'étiage.
- Déterminer les volumes d'eau qui peuvent être prélevés tout en assurant le respect des débits objectifs retenus par le COPIL. Ces volumes devront être définis par usage et par territoire pour la période de basses-eaux uniquement.

Cette opération sera traitée comptablement sous la forme d'une opération sous mandat.

**Interventions antérieures :**

Etude similaire antérieure portée par l'agence de l'eau Adour-Garonne en 2009.

**Maître d'ouvrage :**

Institution Adour

**Echéance - Délais :**

30 mois

**Coût de l'opération : 450 000 € TTC (dont tranche optionnelle de redéfinition de débits objectifs d'étiage).**

**Plan de financement prévisionnel :**

Le coût de l'étude est intégralement pris en charge par l'agence de l'eau Adour-Garonne (100 % des coûts TTC).





Plan de situation :

